

La révolution hongroise de 1956: pages choisies d'*Est&Ouest*

HISTOIRE&LIBERTÉ a tenu à commémorer cet événement majeur qui constitua la première brèche importante dans le respect porté au communisme en Europe occidentale et en particulier en France. C'est pourquoi nous publions certains textes de la revue *Est&Ouest*, qui avait à l'époque, naturellement, soutenu le mouvement et fortement condamné l'intervention armée des Soviétiques.

C'est ainsi que le premier texte rappelle brièvement le déroulement des événements. Le second est un discours d'Imre Nagy, qui dirigea – ou suivit, selon les interprétations – le mouvement, et montre que les Hongrois ont cru un instant avoir modifié le cours de leur histoire. L'Union soviétique ne put supporter l'établissement de cette « démocratie socialiste » et on connaît la façon dont elle se débarrassa d'Imre Nagy. Le troisième texte est donc une réflexion sur l'attitude des Soviétiques qui enlevèrent Imre Nagy, Pal Maleter et leurs compagnons, réfugiés à l'ambassade yougoslave, les emmenèrent en Roumanie, et, finalement, après un procès secret, les firent pendre. Ce texte insiste sur le non-respect par les Soviétiques des lois les plus fondamentales de la morale, en particulier de la parole donnée. Il montre aussi que la révolution hongroise, survenue peu après le XX^e Congrès, posait la question de la déstalinisation. *Est&Ouest* affirmait clairement sa position : la déstalinisation était un mythe.



DR

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS 8^e
Téléphone : EUROPE 47-08

II. — La révolution hongroise

Tout était prêt le 23 octobre pour la Révolution. Il ne manquait que le prétexte. Ce fut la victoire de Gomulka qui le fournit. Le 21 octobre, il avait été élu au Bureau politique du P.C. polonais, nommé premier secrétaire du Comité central. Quel encouragement! Le 22 octobre, les réunions d'intellectuels et d'étudiants se multiplient à Budapest; au Cercle Petöfi, on adopte une résolution réclamant la réunion immédiate du Comité central du Parti (n'était-ce pas à une réunion du Comité central que s'était opérée la révolution polonaise?); l'exclusion de Rakosi du Parti; des postes au Parti et au Gouvernement pour Nagy et ses partisans; le procès public de Farkas; la révision de la résolution du C.C. du 30 juin; le développement de la démocratie socialiste, y compris la démocratie ouvrière dans les usines; la révision du plan quinquennal.

De leur côté, les étudiants décident d'organiser le 23 dans l'après-midi une manifestation de sympathie à l'égard de la Pologne. On se rendra en silence à la statue de Joseph Bem, un Polonais qui mit ses talents militaires au service des Hongrois révoltés contre l'Autriche en 1848.

Le lendemain, 23 octobre, tous les journaux publiaient la résolution du Cercle Petöfi, et *Radio-Budapest* annonçait la manifestation des étudiants. Indécision caractéristique: à midi, le ministre de l'Intérieur interdit tout rassemblement en plein air, mais l'interdiction fut levée.

Des milliers de personnes se trouvèrent donc dans l'après-midi devant la statue de Bem. On réclama une Hongrie socialiste, vraiment indépendante, le 15 mars fête nationale, le retour

de I. Nagy, de nouveaux chefs du Parti et du Gouvernement, une nouvelle base économique de l'Etat, le jugement public des coupables, la révision des traités économiques avec l'U.R.S.S. dans un esprit d'égalité, la réforme du système des salaires, la direction des entreprises par les ouvriers, etc.

Pareille foule, dans un tel climat, ne se disperse pas ainsi d'elle-même. Aucun officiel n'a parlé. C'est à 19 heures que Gerö, retour de Belgrade, doit s'adresser à la population par la radio. En attendant, étudiants, ouvriers et soldats se rendent partie sur la place du Parlement, partie place Staline où déjà l'on essaie de renverser la statue du tyran, partie devant l'immeuble de *Radio-Budapest*.

Première déception. A 18 h. 30, la radio annonce que le Comité central se réunira le 31 octobre. Seconde déception: Gerö, dans son discours, dénonce les ennemis du peuple qui essaient de desserrer les liens entre la Hongrie et l'Union Soviétique. Pas une concession.

Faut-il croire que Gerö a voulu ainsi provoquer la foule afin de la pousser à des violences qui justifieraient la répression? Vraisemblablement, il ne faut voir là qu'un effet de l'incapacité d'un bureaucrate communiste à apprécier une situation nouvelle, — une incompréhension qu'éprouvait encore le sentiment que Gerö devait éprouver, d'un renforcement de son autorité, puisque Tito avait en quelque sorte consacré son « libéralisme ». Comme si, à ce moment précis, le pôle d'attraction du communisme libéral ne s'était pas déplacé de Belgrade à Varsovie?

JOURNÉES DE COMBAT

Exaspérée par cette intransigeance, la foule qui est devant *Radio-Budapest* demande que soient diffusées les revendications des étudiants. Bientôt, c'est partout la bataille. Malgré les fusillades de l'A.V.O. auxquelles il n'est pas riposté, faute d'armes, bien qu'elles fassent plusieurs morts, la foule donne l'assaut à l'immeuble de *Radio-Budapest* (sans succès), abat la statue de Staline, met à sac les bureaux de *Szabad Nep*, le journal du parti. Toute la nuit, les combats font rage. Des unités de l'armée viennent renforcer la police. L'une d'elles, forte de cinq tanks, passe aux côtés des manifestants: elle est commandée par le général Pal Maleter.

Gerö réunit précipitamment le Comité central et au matin du 24, on annonce que Nagy remplace Hégédüs à la présidence du Conseil, lui-même demeurant premier secrétaire du Parti (avec Kadar comme adjoint) et que le gouvernement, pour faire face aux bandits qui ont pénétré dans les usines et les édifices publics, a fait appel aux troupes soviétiques cantonnées en Hongrie. C'est Gerö qui les a appelées, mais on put croire durant quelques jours que la responsabilité de l'intervention incombait à Nagy.

Les sept jours qui suivirent — du 24 au 30 octobre — offrent encore pour l'historien un aspect très confus. On peut en tracer ainsi très grossièrement les grandes lignes.

a) *Sur le plan militaire.* Malgré les renforts qu'elles reçoivent de l'extérieur, les troupes soviétiques ne parviennent pas à maîtriser la situation. L'insurrection, dès le 24, s'est étendue dans tout le pays, notamment dans les centres ouvriers. La grève est générale, sauf là où elle pourrait gêner l'action des insurgés. Les paysans se sont joints à la lutte et ravitaillent les combattants. De nombreuses unités de l'armée ont fait cause commune avec les révolutionnaires.

Le gouvernement en est réduit à multiplier les ultimatum radiodiffusés. Ainsi, le 24 octobre, la radio annonce à 12 h. 54 que ceux qui ne se seront pas rendus à deux heures seront passés par les armes; à 16 h. 55, que les insurgés n'ont plus que quelques minutes pour profiter de la générosité du gouvernement et éviter la peine de mort, etc. Les fausses nouvelles se mêlent aux menaces pour démoraliser les insurgés: la radio annonce que la résistance a cessé, sauf dans quel-

ques îlots, que le gouvernement est presque partout maître de la situation, etc.

b) *Sur le plan politique.* Du côté des insurgés, des conseils se forment spontanément et sous des formes diverses dans les quartiers, les usines, les universités, etc., qui peu à peu coordonnent leur action. Bientôt, ils contrôlent toute la vie du pays, et notamment parviennent à assurer le ravitaillement de la population en même temps que la résistance armée.

Hétérogènes dans leur formation, souvent instables, ils montrent aussi certaines divergences dans leurs revendications. Les combattants ont fait leurs programmes énoncés le 22 et le 23 octobre par les intellectuels et les étudiants. Ils y ajoutent maintenant le retrait des forces soviétiques, la dissolution de l'A.V.O., l'amnistie complète pour les Hongrois ayant participé à l'insurrection, puis des élections libres. En plus, les ouvriers réclament le droit de grève et l'abolition du système des normes. Nombre de groupes demandent la liberté religieuse et la libération du cardinal Mindszenty.

Devant cette marée qui ne cesse de monter, les autorités communistes cèdent progressivement. Le 24 octobre, Nagy demande aux insurgés de déposer les armes et annonce qu'il va user de tous les moyens en son pouvoir pour réaliser aussi vite que possible une démocratisation systématique du Parti, de l'Etat, de la vie économique et politique. Le socialisme sera développé selon des méthodes correspondant au caractère national hongrois.

Le 25 octobre, à 11 heures, le Bureau politique annonce que Gerő a été relevé de ses fonctions de premier secrétaire, qui sont confiées à Kadar. (« *Le peuple a reçu cette nouvelle avec joie* », déclare *Radio-Budapest*.) Kadar, qui parle l'après-midi, reprend la distinction entre les manifestants pacifiques et les contre-révolutionnaires, et annonce qu'une fois l'ordre revenu des conversations seront engagées avec les Soviétiques dans un esprit de complète égalité.

Nagy — qui le suit au micro de *Radio-Budapest* — annonce qu'après le rétablissement de l'ordre, il convoquera l'Assemblée nationale, remaniera le gouvernement selon la formule du Front patriotique, demandera le départ des troupes soviétiques, etc.

Le 26, tandis qu'on annonce que Nagy a accepté le programme en 21 points (dont le départ des troupes soviétiques) que lui ont présentés les ouvriers de Borsod, un communiqué du Comité central marque un recul sur les concessions promises. Le 27, la composition du nouveau gouvernement déçoit : trop de ministres du temps de Rakosi, pas de social-démocrates.

Le 28, Nagy déclare que « *le gouvernement condamne les affirmations selon lesquelles le vaste mouvement actuel serait une contre-révolution* ». Le 30, il annonce que le gouvernement a aboli le système du parti unique, et qu'on reviendra à un système de gouvernement comprenant tous les partis de la coalition de 1945. Le cabinet est remanié dans ce sens. Des négociations sont en cours pour le retrait immédiat des troupes soviétiques. Le cardinal Mindszenty est libéré.

Jusque là, toutes les concessions consenties par les dirigeants communistes hongrois l'ont été en accord avec les Soviétiques, sur leur conseil peut-être, en tout cas, avec leur approbation. Le Politburo de Moscou (comme il l'a été quelques jours auparavant, mais plus spectaculairement à Varsovie) est présent à Budapest en la personne d'un des siens : Mikoïan. Sa présence est signalée dans la capitale hongroise le 23 et le 24 octobre, puis le 28. C'est vraisemblablement lors de son retour à Moscou que le Kremlin publie sa note

du 30 octobre, dans laquelle, non sans ambiguïté, il annonce que, pour ne pas fournir prétexte à l'aggravation de la situation, « *le gouvernement soviétique a donné l'ordre à son commandement militaire de retirer les unités militaires soviétiques de la ville de Budapest dès que le gouvernement hongrois le jugera nécessaire* », et qu'il est prêt à entrer en conversations avec le gouvernement de la République populaire hongroise et ceux des autres pays du Pacte de Varsovie pour examiner la question du stationnement des forces soviétiques en Hongrie.

Assurément, les Soviétiques ne peuvent pas aller plus avant dans les concessions : ils ont permis au Parti communiste hongrois de céder à la pression des masses insurgées pour qu'il garde autant que possible le contact avec elles; ils ont de leur côté fait sur le plan des liens entre Moscou, d'une part, le Parti et le gouvernement hongrois, de l'autre, toutes les concessions compatibles avec le maintien de ces liens. Mais le moment est arrivé où, pour tenter de reprendre la direction de l'opinion et de « *coiffer* » le mouvement révolutionnaire, les communistes hongrois vont devoir rompre avec Moscou.

Le 31 octobre, Mikoïan est de retour à Budapest. Les troupes soviétiques se retirent de la capitale, où le cardinal Mindszenty arrive, et où se réorganise (au niveau des états-majors) le Parti social-démocrate et le Parti des petits propriétaires. Tout cela reste dans les limites de ce que Moscou peut consentir. Mais l'un des chefs insurgés, Pal Maleter, entre au gouvernement comme ministre de la Défense nationale et Nagy fait savoir que la Hongrie va dénoncer le Traité de Varsovie.

La rupture allait être consommée.

Désormais, la manœuvre politique allait laisser le pas à la force.

TROIS JOURS DE LIBERTÉ

Le 1^{er} novembre, la Hongrie se croit libre. Les troupes soviétiques ont quitté Budapest. Le soir, sous la pression des insurgés, Nagy annonce que la Hongrie se retire du Traité de Varsovie, qu'elle sera désormais neutre comme l'Autriche, et qu'il a demandé aux Nations-Unies d'inscrire la question hongroise à leur ordre du jour. De son côté, Kadar annonce que les communistes qui ont rejeté le despotisme de Rakosi vont créer un nouveau Parti, le Parti des ouvriers socialistes hongrois, dont le comité préparatoire est formé de Ferenc Donath, Janos Kadar, Sandor Kopacs, Geza Losonczy, Gyorgy Lukacs, Imre Nagy et Zoltan Szanto.

Le 2, le gouvernement hongrois adresse une seconde note aux Nations-Unies pour les mettre au courant des activités soviétiques et demander aux grandes puissances de reconnaître la neutralité hongroise. Le 3, le gouvernement est largement remanié. Sur ses douze membres, trois seulement sont communistes (quatre si l'on ajoute Pal Maleter, noté toutefois comme indépendant). Il y a trois « *Petits propriétaires* », trois « *Social-démocrates* », deux « *National paysan* » (le Parti a été réorganisé sous le nom de Parti Paysan Petőfi). Aucune de ces organisations n'est « *fasciste* » puisqu'elles ont toutes appartenu à la coalition « *antifasciste* » formée avec les communistes entre 1944 et 1947.

Autant qu'on puisse s'en rendre compte, l'opinion révolutionnaire appuie, ou semble prête à appuyer le nouveau gouvernement. La vie à Budapest redevient normale. Les journalistes étrangers affluent dans la capitale hongroise. Dans quelques jours, les observateurs des Nations-Unies

pouraient être là. Il était temps pour les Soviétiques d'agir.

Depuis le 1^{er} novembre, ils se préparent à l'action. Leurs troupes, sorties de Budapest, ont été regroupées autour de la ville. Tous les aéro-

ports sont occupés — sous prétexte de protéger le départ des ressortissants soviétiques. Des unités soviétiques entrent en Hongrie, et, le 2 novembre, Nagy proteste auprès de l'ambassade de l'U.R.S.S. contre ces mouvements de troupes.

LA « RECONQUÊTE » SOVIÉTIQUE

Cependant, les Soviétiques gagnent du temps. Pendant trois jours, ils poursuivent les négociations sur le retrait de leurs troupes. Le 3, à dix heures du soir, ils convoquent encore les plénipotentiaires hongrois, qui — imprudence insigne — sont les chefs militaires de la résistance, les généraux Maletier et Kovacs.

Dans la nuit, les plénipotentiaires seront mis en état d'arrestation — ce qui privera les Hongrois de leurs meilleurs chefs. Et le 4 novembre, à 4 h. 20 du matin, Nagy annonçait à *Radio-Budapest* qu'aux premières heures du jour, les troupes soviétiques avaient lancé une attaque contre la capitale dans l'intention évidente de renverser le gouvernement hongrois légitime et démocratique. A peu près au même moment, d'une station de province déjà tombée aux mains des troupes soviétiques, Antal Apro, Janos Kadar, Istvan Kossa et Ferenc Munnich annoncent qu'ils ont rompu avec Nagy dès le 1^{er} novembre et qu'un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan a été constitué sous la présidence de Kadar. Conformément à la tactique déjà mise en

œuvre, J. Kadar dénonce les erreurs graves et les violations de la légalité de la clique Rakosi-Gerö — qui ont mécontenté les ouvriers. Mais des éléments réactionnaires ont exploité ce mécontentement et le gouvernement Nagy a cédé à leur pression. Aussi, comme il l'écrira dans *Szabad Nep*, reparu à Szolnok, le 6 novembre, Kadar et son gouvernement ont « adressé une requête à l'officier commandant les troupes soviétiques en Hongrie pour qu'il les aide à liquider les forces contre-révolutionnaires et à rétablir l'ordre et la paix ».

En vérité, les Soviétiques ont décidé eux-mêmes, décidé de tout, y compris de la constitution du gouvernement Kadar.

La reconquête de la Hongrie a commencé.

L'année devait finir sans que les Soviétiques, maîtres de la situation, militairement parlant, aient réussi à asseoir solidement le gouvernement Kadar, et à rétablir en Hongrie l'ordre et la paix — même l'ordre et la paix communistes, qui reposent sur la terreur.



Statue d'Imre Nagy à Budapest, symboliquement tourné vers le Parlement

Cinquième discours d'Imre Nagy (31 octobre)

« Frères hongrois, je vous parle de nouveau avec une profonde affection. Le combat révolutionnaire dont vous avez été les héros a été gagné. Ces jours héroïques ont donné vie à notre gouvernement national qui veut combattre pour la liberté et l'indépendance de notre peuple. Nous ne tolérerons aucune immixtion dans nos affaires intérieures. Nous nous en tenons au principe de l'égalité, de la souveraineté nationale et de l'égalité entre les nations. Notre politique sera solidement construite sur la volonté du peuple hongrois.

« Chers amis, nous sommes en train de vivre les premiers jours de notre souveraineté et de notre indépendance. Nous avons écarté d'incroyables obstacles de notre route. Nous avons chassé la clique de Rakosi et de Gerö de notre pays. Ils répondront de leurs crimes. Ils ont essayé de me salir. Ils ont répandu le bruit que j'avais appelé les troupes soviétiques. C'est une basse calomnie. Imre Nagy, qui est un combattant de la souveraineté hongroise, de la liberté hongroise et de l'indépendance hongroise, n'a pas pu appeler ces troupes. Au contraire, c'est lui qui a combattu pour leur retraite.

« Chers amis, aujourd'hui, nous avons ouvert des négociations pour le retrait des troupes soviétiques du pays et pour la dénonciation des obligations qui découlent pour nous du Traité de Varsovie. C'est pourquoi nous vous demandons un peu de patience. Je crois que les résultats seront tels que vous pourrez nous donner votre confiance.

« Chers amis, alignez-vous sur nous, soutenez-nous dans notre œuvre patriotique, dans la création de l'indépendance du pays, dans le rétablissement de la vie, dans le commencement d'un travail créateur. Nous pouvons vous assurer que notre peuple vivra dans la paix et la tranquillité, et qu'il peut avoir confiance en l'avenir. Nous vous le demandons : ayez confiance dans le gouvernement, créez l'ordre et le calme, afin que nous puissions accomplir notre vaste, notre démocratique programme.

« Vive la République hongroise libre, indépendante et démocratique ! Vive la Hongrie libre ! »

*Discours prononcé sur la place
du Parlement.*

POURQUOI ILS ONT TUÉ IMRE NAGY

larges extraits de l'article paru dans

Supplément d'Est-Ouest, 1958, BEIPI,

Bulletin d'études et d'informations politiques internationales

L'EXÉCUTION d'Imre Nagy, de Pal Maleter et de leurs deux compagnons, rendue publique le 17 juin 1958, a été selon toute probabilité décidée dès le mois d'avril. Au début de ce mois, en effet, deux événements témoignèrent de l'intention meurtrière de Moscou.

Le premier fut la campagne contre Tito et le révisionnisme, déclenchée de 5 avril sur une échelle gigantesque. Ce jour-là, le Politburo du P.C. soviétique envoyant une lettre à Tito, résiliant sa promesse faite antérieurement d'assister à Lioubliana au congrès du P.C. yougoslave, et engagea la lutte contre la « *trahison révisionniste* ». De ce jour, la *Pravda* stigmatisa, presque quotidiennement, la « *trahison* ». Celle-ci impliquait, de toute évidence, la découverte et la condamnation des « *traîtres* ». Le premier nom qui figurait dans tous les articles était celui d'Imre Nagy.

Chez les bolcheviks, les accusations sont souvent sans fondement mais jamais sans but. Il s'agissait cette fois de la tête de Nagy. Lorsqu'un chef est qualifié par la « direction collective » d'« élément antiparti », il est envoyé en Sibérie (Malenkov) ou en Mongolie (Molotov); lorsqu'il est déclaré « *traître* », on le conduit au poteau d'exécution.

Le deuxième événement fut le voyage de Khrouchtchev en Hongrie. Dans son dernier discours, prononcé le 10 avril à Czepel, foyer de la révolution d'octobre 1956, il déclara: « *Imre Nagy et sa bande de traîtres avaient désorganisé la défense de la République populaire et la lutte des ouvriers. Cette bande de traîtres représentait la pire espèce de révisionnisme, celle qui confond les travailleurs avec les capitalistes* ». Deux jours plus tard, Janos Kadar, d'abord ministre du gouvernement Nagy, puis président du gouvernement par la volonté du Kremlin, lui emboîta le pas en fulminant contre « *les figures sinistres, comme Imre Nagy et ses amis, qui sont tombés dans le marais de la trahison.* »

Le sort d'Imre Nagy et de ses compagnons était scellé. Le communiqué du 17 juin ne fit que confirmer cette certitude.

VALEUR DES PROMESSES ET DES GARANTIES COMMUNISTES

Le 4 novembre 1956 au matin, Imre Nagy, suivi par plusieurs autres dirigeants du P.C. hongrois, avait cherché asile à l'ambassade de Yougoslavie à Budapest. Le même jour, les forces armées soviétiques occupèrent la capitale hongroise et leurs blindés s'installèrent face

au bâtiment de l'ambassade. Un diplomate yougoslave, Milovanov, qui osa, le 5 novembre, regarder par la fenêtre, fut fauché par les mitrailleuses des tanks. Les Soviétiques n'osaient pas envahir le bâtiment, mais ils ne voulaient pas renoncer à obtenir l'expulsion de Nagy et de ses camarades. Il était plus facile et plus important pour Moscou de faire sortir le communiste Nagy de l'ambassade yougoslave que le cardinal Mindzenty de l'ambassade américaine.

Du 11 au 22 novembre, le gouvernement yougoslave et Kadar négocièrent pour régler le cas de Nagy. Les titistes, menacés par les attaques soviétiques, n'étaient pas disposés à aggraver, à cause de Nagy, leur propre situation, mais ils étaient désireux d'obtenir les garanties juridiques et diplomatiques avant de le faire sortir de l'ambassade. Deux exemplaires de l'accord, signé par le ministre de Yougoslavie en Hongrie et Kadar en personne furent déposés, l'un à Budapest et l'autre à Belgrade. Le 21 novembre, Kadar confirmait cet accord : *« Le gouvernement hongrois... confirme ici par écrit sa déclaration verbale selon laquelle il n'a pas l'intention de prendre des sanctions contre Imre Nagy et ses compagnons du fait de leurs activités passées. Nous prenons note qu'au reçu de la présente lettre, l'asile accordé au groupe prendra fin et que les membres du groupe quitteront l'ambassade de Yougoslavie et rentreront librement chez eux »*.

Mais dès le lendemain, cette promesse solennelle était violée. Nagy et ses compagnons, accompagnés de deux diplomates yougoslaves, montèrent dans un car qui les attendait devant l'ambassade. Un officier soviétique y monta après eux. Une automobile se plaça devant le car, une autre derrière et le convoi se rendit au siège du commandement soviétique. Les deux diplomates yougoslaves protestèrent : ils furent mis purement et simplement à la porte. Ils firent alors remarquer que ce procédé violait l'accord entre les gouvernements hongrois et yougoslave : à quoi un officier soviétique répondit que cela ne le regardait pas et qu'il avait reçu l'ordre de s'occuper de ces gens. Nagy fut conduit en Roumanie.

Devant la protestation du gouvernement yougoslave, le gouvernement réitéra, le 1^{er} décembre 1956, ses assurances solennelles : *« Le gouvernement hongrois garantit la sécurité de ces personnes et déclare qu'il n'a aucune intention de prendre la moindre sanction à cause de leurs activités passées »*.

Deux jours plus tard, la voix d'un autre ministre d'un pays satellite apportait de nouvelles garanties. Le ministre roumain des Affaires étrangères déclarait à l'O.N.U. : *« Le gouvernement roumain a donné l'assurance que le séjour en Roumanie du groupe serait conforme à toutes les règles de l'hospitalité et que toutes les mesures seraient prises pour garantir la sécurité personnelle de l'ancien Président du Conseil Imre Nagy et de ses amis... »*

De telles déclarations reparurent ultérieurement de temps en temps. Le 4 avril 1958, Kadar confiait encore aux journalistes : *« Imre Nagy vit dans une station de vacances d'été, à un endroit de son choix... Nous prenons bien soin du général Maletier... »*

Cette déclaration devait être la dernière. La veille, Khrouchtchev était arrivé à Budapest. Le patron décida que la comédie avait suffisamment duré.

COMMENT L'U.R.S.S. TRAITE LES NÉGOCIATEURS ET LES PARLEMENTAIRES

L'enlèvement et l'exécution d'Imre Nagy ne sont pas seulement caractéristiques des méthodes soviétiques. Elles montrent clairement la domestication totale de Budapest et de Bucarest à l'égard de Moscou, et apportent un désaveu supplémentaire à tous ceux qui parlent du relâchement de l'emprise soviétique sur ses satellites. Dans cette affaire, qui dura une année et demie, la division du travail fut toujours la suivante: Moscou parlait en maître et Budapest en serviteur.

Si les Soviétiques essayèrent de préserver certaines apparences dans le cas de Nagy, en s'abritant derrière le gouvernement Kadar, ils agirent directement, dès le début, avec Maleter.

Dans la matinée du 3 novembre, Andropov, ambassadeur soviétique à Budapest, informait Nagy, alors président du Conseil hongrois légalement investi, que le gouvernement de l'U.R.S.S. acceptait de négocier sur le retrait des troupes soviétiques. Les négociations commencèrent vers midi; à l'issue de la première séance, les plénipotentiaires hongrois, notamment le général Maleter, ministre de la Défense nationale, semblaient satisfaits. La deuxième séance fut fixée à 22 heures au Quartier général de l'armée soviétique à Tôköl: les représentants hongrois s'y rendirent en toute confiance. On ne parla que de questions secondaires jusqu'à minuit. À ce moment, entra dans la salle le général Serov, ministre de la Police soviétique. Il était accompagné des officiers de la N.K.V.D. qui arrêtaient la délégation hongroise. [...]

Que les bolcheviks n'aient jamais pêché par excès de scrupule, qu'ils n'aient jamais respecté la parole donnée à l'adversaire, c'était un fait connu depuis longtemps. Mais dans ce cas précis, ils ont employé ces méthodes abjectes à l'égard de compagnons de combat. [...]

LA LÉGALITÉ SOCIALISTE À L'ŒUVRE

La lutte entre le culte de la personnalité mise à part, il n'est pas de slogan post-stalinien plus exploité, plus inlassablement répété que celui du respect et du renforcement de la légalité socialiste.

Les lois socialistes, à commencer par la Constitution de 1936, définissent depuis très longtemps les «droits» du citoyen et en garantissent l'exercice. Du temps où Staline était tout-puissant, l'arbitraire policier était sans limite et toutes ces prescriptions légales étaient bafouées. Khrouchtchev lui-même l'a reconnu dans son rapport secret. Désormais, promettait-il, les anciennes méthodes illégales seront abolies; les tribunaux seront libérés du despotisme de la police; les accusés ne seront ni arrêtés sans une décision juridiquement valable, ni torturés au cours de l'instruction; les aveux ne seront pas la preuve unique et décisive de la condamnation et les avocats auront la liberté de défendre les accusés.

Après le procès de Nagy-Maleter, il ne reste rien de ces promesses. Tout s'est déroulé –

sauf les aveux publics – selon la meilleure tradition stalinienne. Nagy et Maleter furent exécutés avant même que les chefs d'accusation et le verdict fussent connus du public. Staline n'avait pas agi autrement quand il fit exécuter le maréchal Toukhatchevski et six autres chefs de l'Armée rouge. [...]. Les preuves manquent comme toujours lorsque tombent les têtes des chefs communistes. [...]

ILLUSIONS À PERDRE

L'indignation que suscite l'exécution de Nagy et de Maleter ne doit pas empêcher de souligner certains aspects politiques de ce crime. Deux observations s'imposent avec d'autant plus de force qu'elles portent sur des points qui, depuis de nombreuses années, donnent lieu à des interprétations et des spéculations innombrables.

La première est relative à la question du *stalinisme* et du *post-stalinisme*. Les uns répètent que le retour au stalinisme est impossible, que l'évolution du système est inévitable et irréversible; les autres prétendent que rien n'a changé dans le bloc soviétique.

En fait, toutes les deux négligent le fond du problème qui se résume en quelques vérités élémentaires: le système communiste a gardé sa structure totalitaire, après la mort de Staline, mais il a perdu les traits outranciers et pathologiques, propres en grande partie à la personnalité monstrueuse de Staline; il n'a renoncé en rien à ses objectifs ultimes, mais il est devenu plus souple dans l'emploi des tactiques différentes; il est l'objet d'une évolution interne du fait de son existence de plusieurs dizaines d'années, mais il n'est nullement écrit que cette évolution se fasse dans un sens libéral.

Les problèmes n'y sont pas posés aujourd'hui plus que du temps de Staline en termes de morale, pas même celui du meurtre politique. L'assassinat est un moyen rapide et efficace de la lutte politique aux yeux de Khrouchtchev comme à ceux de Staline, à ceux de Lénine. Quand Khrouchtchev et ses collègues jugent les assassinats d'autrefois, ils en approuvent certains: ceux qui ont permis d'éliminer les autres mouvements socialistes (mencheviks, socialistes-révolutionnaires, etc.) et ceux par lesquels Staline s'est débarrassé des compagnons de Lénine coupables de lui porter ombrage: Zinoviev, Kamenev, Trotski, Boukharine. Ils en condamnent d'autres: ceux qu'a perpétré Staline après 1934, faisant disparaître des personnages de second plan, qui étaient à ses ordres. L'exécution d'Imre Nagy leur est apparue comme un assassinat politiquement utile, qui prend place tout naturellement dans la première catégorie. Ils n'ont pas hésité à le commettre. [...]

LA CHASSE AUX RÉVISIONNISTES

Les Occidentaux se sont creusé la tête pour connaître les raisons de l'exécution de Nagy et de Maleter...

Le bolchevisme, dès sa naissance, eut toujours un proche à assassiner. Lénine vouait à l'enfer l'aile modérée du Parti socialiste-ouvrier de Russie: les mencheviks.

Staline à son tour découvrit une autre fraction du communisme à exterminer : le trotskisme. Des militants trotskistes véritables ou plus souvent supposés et déclarés arbitrairement, ont connu un vrai calvaire. [...]

Khrouchtchev et sa direction collective ont à leur tour des communistes à exterminer : les «révisionnistes». La première tête importante à tomber a été celle de Nagy. D'ailleurs Nagy est mort pour un autre : il est mort pour Tito, révisionniste numéro 1 mais hors d'atteinte.

La chasse aux révisionnistes n'en est encore qu'à ses débuts. Avec un long retard, la direction collective a compris, une année après la révolution hongroise, qu'il y avait un ennemi intérieur, le «révisionnisme». [...]

LES HOMMES LIBRES ET L'EXÉCUTION D'IMRE NAGY

L'assassinat d'Imre Nagy et de ses compagnons doit appeler aux hommes libres des vérités trop oubliées.

Le communisme est un système politique profondément inhumain, qui ne respecte ni la vie humaine, ni aucune des lois de la morale et de l'honneur. Il est inhumain par nature et non par accident. Aucune évolution n'est à attendre de lui sur ce point. Toutes les apparences contraires doivent être considérées comme des phénomènes superficiels et, le plus souvent, comme l'effet de manœuvres et de ruses.

Ceux qui s'allient avec les communistes ne peuvent donc pas espérer les transformer [...]. Mais ils ne peuvent pas espérer non plus se servir des communistes pour défendre une cause quelconque sans que les communistes ne tirent de cette alliance le principal profit. L'expérience prouve que les communistes sont toujours les bénéficiaires d'opérations de ce genre. Les «compagnons de route», quelques services qu'ils aient rendus, sont tous promis à un sort analogue à celui d'Imre Nagy, de Pal Maleter et de leurs camarades.

Enfin, sans aller jusqu'à demander aux gouvernements occidentaux de rompre les relations avec les pays communistes, n'est-on pas en droit de leur demander de toujours se souvenir de la véritable nature des régimes dont ils voient les dirigeants, et de ne jamais prodiguer à ceux-ci des démonstrations d'amitié, même diplomatiques, car elles sont autant d'insultes aux victimes et d'encouragements aux bourreaux ?